



# PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle des politiques publiques  
Section environnement - guichet unique ICPE

## Arrêté préfectoral complémentaire N° 58-2025-04-17-00001

portant modification de l'arrêté préfectoral autorisant la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE  
à exercer ses activités sur le territoire de la commune de Clamecy

La préfète  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;
- VU** la directive 2006/11/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;
- VU** la directive 2008/105/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;
- VU** la directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE, susvisées, en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau ;
- VU** le Code de l'environnement, notamment le Livre II et le Titre 1<sup>er</sup> du Livre V, les articles R. 211-11-1 à R. 211-11-3 du Titre 1<sup>er</sup> du Livre II relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de Monsieur Ludovic PIERRAT en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Madame Fabienne DECOTTIGNIES en qualité de préfète de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2005, modifié, relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010, modifié, relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du Code de l'environnement ;

- VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de refroidissement ;
- VU** l'arrêté ministériel « rejets/réduction de substances dangereuses dans l'eau » (RSDE) du 24 août 2017 modifiant, dans une série d'arrêtés ministériels, les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 25 juin 2018 modifiant une série d'arrêtés ministériels relatifs à certaines catégories d'installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes 3410 à 3460 ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007-P-1939 du 11 avril 2007 autorisant la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE (ex-Rhodia Opérations) à exercer une activité de fabrication de produits chimiques ;
- VU** les arrêts préfectoraux complémentaires des 9 juillet 2010, 25 mars 2015 et 9 mars 2018 modifiant notamment les modalités de surveillance complémentaires des rejets de substances dangereuses dans l'eau ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 58-2024-12-24-00002 du 24 décembre 2024 actualisant le tableau des rubriques de la nomenclature des ICPE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2024-11-11-00001 du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Ludovic PIERRAT, secrétaire général de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 28 février 2025 ;
- VU** les échanges avec l'exploitant sur le projet d'arrêté et le consensus ayant pu se dégager sur ce projet ;
- VU** les observations présentées par le demandeur sur le projet d'arrêté susvisé et prises en compte par l'inspection des installations classées ;
- VU** le rapport du 1<sup>er</sup> avril 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'Inspection des installations classées ;
- CONSIDÉRANT** que l'entrée en application de l'arrêté RSDE du 24 août 2017, susvisé, vient modifier les valeurs limites d'émission applicables au site SPECIALTY OPERATIONS FRANCE de Clamecy ;
- CONSIDÉRANT** que l'entrée en application de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024, susvisé, relatif aux meilleures techniques disponibles rendra les prescriptions de l'annexe 1 applicables au 12 décembre 2026 ;
- CONSIDÉRANT** que la détermination des valeurs limites d'émission applicables au site sont liées à la compatibilité des rejets avec le cours d'eau final récepteur ;
- CONSIDÉRANT** le positionnement de l'exploitant fourni en annexe 9 du dossier de réexamen déposé en décembre 2023 ;
- CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;
- CONSIDÉRANT** l'enjeu particulier du bon état de la masse d'eau réceptrice finale (l'Yonne) ;
- CONSIDÉRANT** que le QMNA 5 de l'Yonne est de 2 400 l/s en aval de sa confluence avec le Beuvron ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre ;

# ARRÊTE

## **Article 1<sup>er</sup> : Bénéficiaire et portée de la décision**

### **Article 1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE SAS, dont le siège social est situé 9 rue des Cuirassiers – Immeuble Silex 2 – CS 73834 - 69487 Lyon, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Clamecy.

### **Article 1.2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les dispositions suivantes sont supprimées :

- articles 4.3.9 et 4.3.14 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007, susvisé,
- article 5 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2010, susvisé,
- articles 1.1 et 1.2 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2018, susvisé.

Les dispositions suivantes sont supprimées et remplacées par les dispositions du présent arrêté :

- article 4.3.13 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 (point de rejet n°2), susvisé, remplacé par l'article 4.2.2 du présent arrêté,
- article 4 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2010, susvisé :
  - la partie concernant le point de rejet n°3 est supprimée et remplacée par les dispositions de l'article 4.2.3 ;
  - la partie 4.3.9.1 relative au rejet interne est reprise en l'état dans le présent arrêté à l'article 4.2.4 :

### **Article 1.3 : Définitions**

Au titre du présent arrêté, on entend par :

QMNA : le débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A). Il s'agit du débit d'étiage d'un cours d'eau.

QMNA5 : la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur cinq.

## **Article 2 : Circulation des effluents et localisation des rejets**

### **Rejet externe**

Les dispositions de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 sont complétées concernant le point de rejet 2. Le tableau ci-dessous récapitule les caractéristiques des 3 points de rejets vers le milieu récepteur.

La dilution des effluents est interdite, hormis celle résultant du rassemblement des effluents de même type de l'établissement. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent à plusieurs points de rejet vers le milieu extérieur qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet à la sortie du périmètre de l'ICPE	Nom	Rejet n°1 : eaux de refroidissement	Rejet n°2 : eaux pluviales + eaux de rinçage filtre + eaux de régénération	Rejet n°3 : effluents industriels
	Coordonnées en Lambert 93	X = 739757 Y = 6707603	X = 739660 Y = 6707714	X = 739662 Y = 6707839
Nature des effluents		eaux de refroidissement n'entrant jamais en contact avec les produits fabriqués (pas de traitement avant rejet)	- eaux de ruissellement de toiture + voirie - eaux de rinçage filtre à sable chaufferie - eaux liées à la production d'eau déminéralisée non chargée (eau de régénération des décarbos + adoucisseurs de U1)	- purges chaudière, osmoseur, colonne d'abattage atelier F2, lavage sol atelier F1 - effluents pompe à vide ateliers F2 et F5 - effluents atelier F3 : effluents carbonés et nitrés issus de la production de RPDE, effluents de lavage - effluents biodégradables de lavage de l'atelier F5
Réseau de collecte et traitement si existant		eau du condenseur en circuit ouvert : eau pompée rejetée 10m à l'amont du pompage aucun traitement avant rejet	Les eaux de régénération subissent un ajustement du PH avant rejet dans le bras mort du canal de Bourgogne (bief 48) puis rejet dans l'Yonne  si pollution des eaux de rejet 2 : vanne d'isolement actionnée et redirection vers un bassin de confinement étanche de 2000 m³	Les effluents subissent un traitement biologique et une ultrafiltration composés des techniques suivantes : neutralisation, dénitrification, déphosphoration, coagulation, floculation  avant rejet dans le bras mort du canal de bourgogne (bief 48) qui se jette naturellement dans l'Yonne
Type de rejet en sortie du site		<input type="checkbox"/> rejet canalisé vers la station d'épuration communale	<input type="checkbox"/> rejet canalisé vers la station d'épuration communale	<input type="checkbox"/> rejet canalisé vers la station d'épuration communale
		<input checked="" type="checkbox"/> rejet canalisé directement dans un cours d'eau	<input checked="" type="checkbox"/> rejet canalisé directement dans un cours d'eau	<input checked="" type="checkbox"/> rejet canalisé directement dans un cours d'eau
		<input type="checkbox"/> autre type de rejet	<input type="checkbox"/> autre type de rejet	<input type="checkbox"/> autre type de rejet
Cours d'eau final	Code masse d'eau	FRHR46A		
	Nom masse d'eau	L'Yonne du confluent de l'Armanche (exclu) au confluent de la Cure (exclu)		
	QMNA5 (en l/s)	2400 l/s		

Tout autre rejet d'effluent susceptible d'être pollué autre que ceux prévus dans ce tableau, direct ou indirect, vers les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface, sont interdits.

### Article 3 : Gestion des ouvrages

Les bassins sont entretenus, exploités et surveillés de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition ...).

Les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé sont notés sur un registre.

### Article 4 : Rejets dans le milieu naturel

#### Article 4.1 : Pour l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les rejets respectent les dispositions des articles 22 et 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, susvisé, en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur,
- suppression des émissions de substances dangereuses,
- mise en place d'un programme de surveillance des émissions,
- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau dans le cas des contrôles effectués par un laboratoire extérieur,
- la réalisation de contrôles externes de recalage,
- la déclaration des résultats d'auto-surveillance sous GIDAF.

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides susceptibles d'être pollués est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et à permettre des interventions en toute sécurité ainsi que des prélèvements et mesures représentatives du rejet et du fonctionnement des installations. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police de l'eau, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet.

#### Article 4.2 : Valeurs limites d'émission pour les rejets acqueux industriels

Il existe 3 points de rejet vers le milieu extérieur.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux dans le milieu naturel les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies :

##### article 4.2.1 : Point de rejet externe R1 : eau de refroidissement du condenseur

Cette eau n'entre jamais en contact avec les produits fabriqués. L'eau est pompée dans l'Yonne puis rejetée 10 m en amont du pompage.

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2010, susvisé, reste applicable.

##### article 4.2.1 : Point de rejet externe R2 : eaux pluviales, eaux de rinçage filtre à sable, eaux liées à la production d'eau déminéralisée

La surveillance des dernières années montre des concentrations pour les macro-polluants inférieures à la norme de qualité environnementale, donc la surveillance de ces substances est abandonnée.

Concernant les substances caractéristiques des activités industrielles et les autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau listées aux articles 32.3 et 32.4 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié, susvisé :

Si l'exploitant ne peut pas démontrer qu'il n'utilise pas ou ne produit pas ces substances, alors il mettra en place une surveillance mensuelle pendant 6 mois (soit 6 analyses 24 h) à compter de la notification du présent arrêté, puis en fonction des résultats la surveillance pourra être levée ou pérennisée.

##### article 4.2.3 : Point de rejet externe R3 : effluents industriels en sortie de traitement interne avant rejet

pH : 5,5-8,5 (9,5 si neutralisation alcaline)  
T° : 30° maximum  
Débit max de rejet : 400 m³/jj.

Nom de la substance	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Flux maximal	Périodicité de mesure
MES	1305	100	10 kg/j	Journalière
DBO <sub>5</sub>	1313	100	30 kg/j	Hebdomadaire
DCO	1314	300	100 kg/j	Journalière
Azote global	1551	25 (3)	50 kg/j	Hebdomadaire
Phosphore total	1350	3 (3)	1,2 kg/j	Hebdomadaire
Cuivre	1392	0,05 (3)	20 g/j	Hebdomadaire
Chrome total	1389	0,1	15 g/j	Annuelle
Nickel	1386	0,2	13 g/j	Annuelle
Zinc	1383	0,8	30 g/j	Annuelle
Cadmium *	1388	0,025	/	Annuelle
Naphtalène	1517	0,13	40 g/j	Annuelle
Mercure (1) *	1387	0,025	/	Annuelle
Sommes des Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (2) (4)	7088	0,025 (somme des 5 composés)	0,004 g/j	Annuelle
Benzo(a)pyrène (4)	1115		0,0035 g/j	
Benzo(b)fluoranthène (1)	1116		/	
Benzo(k)fluoranthène (1)	1117		/	
Benzo(g,h,i)perylène (1)	1118		/	
Indeno(1, 2, 3-cd)pyrène (1)	1204		/	
Tributylétain cation *	2879	0,025	0,008 g/j	Annuelle
Arsenic	1369	0,025	5 g/j	Annuelle
TriHaloMéthane (THM) (1) (4)	362	1	/	Annuelle *

\* Les substances marquées d'un astérisque sont des substances dangereuses prioritaires et doivent faire l'objet d'un arrêt ou d'une suppression progressive au plus tard vingt ans après la date d'inscription de ces substances dans la liste des substances prioritaires.

(1) À ce jour, il n'existe pas de NQE pour ces paramètres ; il revient à l'exploitant de prendre en compte d'autres valeurs de référence

(2) Pour le groupe de substances prioritaires dénommé « hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) », la NQE pour le biote et la NQE-MA dans l'eau correspondante se rapportent à la concentration de benzo (a) pyrène, sur la toxicité duquel elles sont fondées. Le benzo (a) pyrène peut être considéré comme un marqueur des autres HAP et, donc, seul le benzo (a) pyrène doit faire l'objet d'une surveillance aux fins de la comparaison avec la NQE pour le biote ou la NQE-MA dans l'eau correspondante.

(3) VLE en moyenne annuelle

(4) Pour ces substances la surveillance pourra être levée si après 3 mesures la substance n'est pas détectée, et pour les HAP si les concentrations mesurées au niveau du prélèvement sont identiques à celle du rejet.

#### article 4.2.4 : Point de rejet interne R 1

Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximum journalier (g)
Fluorures	15	150
Plomb	0,5	5
Zinc	2	20
Cuivre	0,5	5
Nickel	0,5	5
Chromes totaux	0,5	5
Chrome hexavalent	0,1	1
Cadmium	0,2	2

### **Article 5 : Délais, voies de recours, publicité et exécution**

#### Article 5.1 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Dijon :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte lui a été notifié,

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Dijon peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

### Article 5.2 : Publicité

Le présent arrêté est notifié à la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE.

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Clamecy et peut y être consultée,
- le présent arrêté est affiché à la mairie de Clamecy pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire,
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de 4 mois.

### Article 5.3 : Exécution

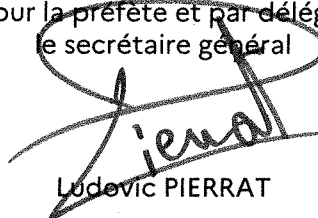
- Le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre,
- le sous-préfet de Clamecy,
- le maire de Clamecy,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre, dont une copie sera adressée à la directrice départementale des territoires de la Nièvre par intérim, au chef du Service départemental de l'Office français pour la biodiversité de la Nièvre, au responsable de l'unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté, au directeur départemental de l'office français de la biodiversité de la Nièvre et l'original sera transmis au directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le

18 AVR. 2025

La préfète,  
pour la préfète et par délégation,  
le secrétaire général



Ludovic PIERRAT